

Un attachement clair à des médias de service public

Dimanche, 04. mars 2018

De: Union syndicale suisse (USS)



(photo USS)

La fin de non-recevoir claire opposée à l'initiative No Billag montre à quel point la population est attachée à des émetteurs radio et TV tenus de remplir un mandat de service public.

En ce qui concerne la politique des médias, il faut viser à garantir et développer la qualité. Les interventions politiques qui veulent baisser encore plus la redevance et couper dans les programmes de la SSR doivent être rejetées. À cause du nouveau plafonnement à 1,2 milliard de francs du produit de la redevance, cette dernière devra déjà supprimer des prestations. Au lieu de démanteler encore plus, il faut orienter l'offre en fonction des défis que pose actuellement le monde numérisé des médias.

Que cette initiative dévastatrice ait été rejetée aussi nettement dans les urnes par plus de 70 % de non soulage et réjouit l'Union syndicale suisse (USS). Ainsi, des milliers d'emplois et donc l'existence de milliers de personnes actives dans ce domaine ont été sauvés.

Cette votation donne à la SSR et aux émetteurs privés financés à travers la redevance un mandat clair, celui de fournir plus de service public et de se démarquer à l'avenir davantage des émetteurs purement commerciaux. Ils doivent aussi offrir des conditions de travail qui permettent de faire un journalisme de qualité. Le verdict des citoyen-ne-s ne diminue par les exigences auxquelles les émetteurs de service public doivent satisfaire. Elles sont à juste titre élevées et doivent aussi le rester.

Le Conseil fédéral va présenter sous peu une loi sur les médias censée garantir à long terme le financement et la qualité des médias électroniques. L'USS défend l'idée que les médias en ligne doivent aussi être encouragés. Il est « minuit moins cinq » pour des médias de qualité en Suisse ! Les éditeurs, qui contribuent, pour une part au moins aussi importante que les émetteurs financés à travers la redevance, à approvisionner la population en informations doivent arrêter de faire du blocage. Ils refusent d'encourager le journalisme et, ces derniers temps, n'ont fait parler d'eux qu'à cause de la suppression d'emplois dans les rédactions. Pour

disposer d'un service public suffisant, la Suisse a besoin de deux piliers : les médias électroniques et la presse écrite. Cela, au bénéfice d'une population informée et capable de prendre des décisions. Et aussi au bénéfice d'une démocratie vivante.